

SEPTEMBRE 2015

Document de réflexion

Le projet « austéritaire » La « révolution » néolibérale de l'État

ÉRIC MARTIN

chercheur-associé à l'IRIS

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un institut de recherche indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. Son équipe de chercheur·e·s se positionne sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure et offre ses services aux groupes communautaires et aux syndicats pour des projets de recherche spécifiques.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1710, rue Beaudry, bureau 3.4, Montréal (Québec) H2L 3E7

514.789.2409 • iris-recherche.qc.ca

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier un ensemble de personnes sans qui ce document de réflexion n'aurait pu être. Les commentaires de l'équipe de chercheurs de l'IRIS et les corrections de Marie Léger-St-Jean ont rehaussé la qualité de ce document de réflexion, tant sur le plan de la forme que du fond. Nous leur transmettons tous nos remerciements. Toutes les erreurs se trouvant encore néanmoins dans ce texte relèvent de l'entière responsabilité de l'auteur.

SOMMAIRE

L'essai *The Fourth Revolution* de John Micklethwait et Adrian Wooldridge prétend que l'État social est devenu trop coûteux. La seule solution serait de parachèver la révolution néolibérale des années 1980 en mettant en place une réingénierie de l'État, des privatisations et des coupes dans les services publics. Autrement, les États capitalistes autoritaires d'Asie pourraient dépasser ceux d'Occident en termes d'efficacité et de productivité.

Selon les auteurs, la démocratie serait devenue « trop démocratique » et concéderait trop d'avantages à des groupes particuliers comme les syndicats ou les industriels par le biais du « capitalisme de copinage » (*crony capitalism*). La solution serait de réduire la taille de l'État pour s'en remettre davantage au libre marché, à la liberté de l'individu et à l'entreprise privée. Il conviendrait donc de restreindre la démocratie et d'imposer de manière autoritaire une limitation du rôle social de l'État, celui-ci étant réduit au simple rôle de catalyseur d'un développement économique dont l'impulsion provient du secteur privé.

Sachant que cette proposition d'une « quatrième révolution » néolibérale inspire ouvertement le gouvernement du premier ministre Philippe Couillard, il s'avère pertinent de présenter une recension critique de cet essai au public qui souhaiterait contextualiser les transformations socio-économiques en cours et à venir.

L'étude de cet ouvrage révèle que les transformations actuelles ne relèvent pas uniquement de mesures d'austérité, mais sont à resituer dans un projet plus général de transformation du rôle de l'État. Il s'agit somme toute de poursuivre la révolution néolibérale entamée dans les années 1980 sous Margaret Thatcher et Ronald Reagan. La source du problème serait que l'État social est devenu trop coûteux et inefficace. Il faudrait donc en démanteler et privatiser des pans entiers. Or, cette lecture méconnaît les causes de la crise des finances publiques, propose des mesures qui se sont révélées des échecs ailleurs dans le monde, et surtout ne permet pas de penser un « État du XXI^e siècle » susceptible d'enrayer – notamment – les problèmes liés aux inégalités socio-économiques et aux problèmes écologiques.

Austérité et transformation institutionnelle des États

L'économiste John Maynard Keynes affirmait qu'en temps de crise les gouvernements devaient stimuler l'économie en augmentant leurs dépenses. Engager des politiques d'austérité en pleine récession était pour lui l'équivalent de jeter de l'huile sur un brasier. Bien qu'il puisse sembler contre-intuitif de générer des déficits alors que l'économie roule au ralenti, c'est pourtant, du point de vue de la théorie économique keynésienne, la seule façon de mettre en place des politiques capables d'engager une reprise de l'activité économique. Or, dans les dernières années, les gouvernements n'ont pas suivi ces indications classiques de la théorie économique keynésienne. Ils ont plutôt opté pour des mesures d'austérité.

En effet, après le déclenchement de la crise financière de 2007-2008, les gouvernements ont ignoré maints avertissements et ont choisi la voie de l'austérité. Dès les débuts de ce tournant en matière de politique économique, le « Nobel »^a d'économie Paul Krugman a dénoncé l'utilisation de ce prétendu remède contre-indiqué, prédit qu'il aggraverait la dépression économique et ne relancerait pas la croissance. Les dernières années ont confirmé ces prédictions : « Depuis le tournant vers l'austérité en 2010, chaque pays qui a introduit des mesures d'austérité significatives a vu son économie en souffrir, la profondeur du mal étant proportionnelle à la sévérité des politiques d'austérité »¹. Comme le note Krugman, l'économiste en chef du Fonds monétaire international, Olivier Blanchard, a lui-même reconnu que les experts avaient sous-estimé le dommage que causeraient les politiques d'austérité aux économies nationales². Depuis, selon Krugman, « toutes les études et recherches économiques qui justifiaient prétendument la promotion de l'austérité ont été discréditées [...]. Il est rare, dans l'histoire de la pensée économique, que des débats se résolvent si rapidement. L'idéologie "austérienne" qui dominait le discours de l'élite il y a cinq ans s'est effondrée au point où on ne trouve guère plus personne pour y croire »³.

Ainsi, comme le dit un autre « Nobel » d'économie, Joseph Stiglitz, « l'austérité a échoué » et « a été un désastre complet. Les pays de l'Union européenne sont à nouveau au bord de la stagnation, si ce n'est d'une récession à triple creux, avec un chômage qui reste à des sommets et dans beaucoup de pays un PIB réel par habitant (corrigé de l'inflation) toujours inférieur à son niveau d'avant-crise.

Même dans les pays qui s'en sortent le mieux comme l'Allemagne, depuis la crise de 2008, la croissance est tellement faible que dans d'autres circonstances on la qualifierait de lamentable »⁴. En somme, les gouvernements, s'appuyant sur des études et recherches récentes depuis démenties et invalidées^b, ont fait précisément l'inverse de ce que recommanderait un manuel de macroéconomie : réduire les dépenses, dans une économie en dépression, sans marge de manœuvre pour réduire des taux d'intérêts déjà bas; cela ne pouvait qu'aggraver l'effondrement de l'économie⁵. Une question s'impose donc à nous : pourquoi les gouvernements s'entêtent-ils (comme on l'a vu récemment en Grèce) à reconduire une politique qui a pourtant été discréditée tant en théorie qu'en pratique ?

VERS UNE RÉVOLUTION NÉOLIBÉRALE DE L'ÉTAT

La réponse succincte à cette question est qu'il existe une autre approche économique qui considère que la relance de l'économie passe par l'expansion ou la redynamisation du secteur privé. Dans cette perspective, l'État n'est pas la solution, mais bien le problème. L'État social, avec ses services et programmes sociaux, serait devenu lourd, coûteux et inefficace. Il faudrait donc réduire la taille de l'État, changer son mode d'intervention et laisser davantage de place aux façons de faire de l'entreprise privée ou à l'entreprise privée elle-même. L'austérité est donc non seulement une « stratégie » économique; c'est aussi un projet de transformation institutionnelle qui vise à redessiner l'État et les services publics en favorisant davantage l'initiative privée. La volonté de réduire les effectifs de la fonction publique transparait sans ambiguïté dans le discours du président du Conseil du Trésor du Québec, Martin Coiteux : « L'État doit se serrer la ceinture. Comme vous le voyez, tout le monde fera un effort ». Il a ainsi affirmé sa volonté de réduire la taille de l'État pour le transformer en « un État du XXI^e siècle »⁶.

a Il s'agit dans les faits du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, surnommé « prix Nobel d'économie ».

b Ces études affirmaient, d'une part, que la réduction des dépenses publiques provoquerait un boom économique plutôt qu'une récession aggravée (ce que les faits ont depuis démenti), voir Alesina et Ardagna (2010). D'autre part, elles soutenaient que toute augmentation de la dette au-delà de 90 % du PIB pouvait entraîner une croissance négative, voir Reinhart et Rogoff (2010). Cette dernière étude a été démentie après qu'un étudiant en économie découvrit une erreur dans le document Excel contenant les données de départ, voir Krugman (2015).

Ce projet affirmé de transformer le rôle de l'État n'est pas seulement le fait du président du Conseil du Trésor, mais est aussi partagé par le premier ministre Philippe Couillard qui, selon plusieurs sources, ne jurerait que par un livre qui appelle à une « révolution »⁶ de l'État dans les années qui viennent.

Selon ce que rapporte le journal *Le Devoir*, l'ouvrage *The Fourth Revolution: The Global Race to Reinvent the State*, co-écrit par deux « patrons » de la revue *The Economist*, John Micklethwait et Adrian Wooldridge, constituerait « la bible » du premier ministre : « Philippe Couillard a été très clair, racontent plusieurs sources : s'il y a un livre qui l'inspire et même "que vous devriez tous lire", a-t-il lancé à son parterre, c'est *The Fourth Revolution* »⁷. Selon le professeur émérite de l'UQAM et associé à l'ENAP, Benoit Lévesque : « Ce qui a inspiré notre premier ministre à la lecture de cet ouvrage, ce serait moins la partie historique (quatre révolutions de l'État sur cinq siècles) que la révolution inachevée du néolibéralisme »⁸. En somme, l'ouvrage suggérerait qu'une nouvelle révolution de l'État est nécessaire. On voit immédiatement l'intérêt de se pencher sur les thèses avancées dans cet ouvrage, lesquelles pourront révéler une direction d'ensemble derrière des transformations qui peuvent autrement apparaître au premier coup d'œil comme des réformes isolées et sans cohérence logique.

Parallèlement à une critique des impacts socio-économiques des politiques d'austérité, le présent texte appelle à une réflexion sur le projet qui vise à révolutionner la forme et le rôle de l'État (notamment par des compressions dans les services publics) dans les années à venir. Ce document résume, succinctement et dans une perspective critique, les thèses du livre qui sert d'inspiration à ce projet.

QUATRE RÉVOLUTIONS

Il y aurait donc, selon Micklethwait et Wooldridge, eu quatre transformations majeures de la forme de l'État dans les derniers 400 ans. La première révolution tourne autour de la création de l'État-nation et s'incarne dans la figure du Léviathan, le monarque absolu imaginé par Thomas Hobbes (1651). La deuxième serait la révolution

libérale de l'État à l'époque victorienne (XIX^e siècle). La troisième est liée à l'apparition de l'État social garantissant à tous et toutes l'accès à la santé et à l'éducation (fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle)⁹. Au fil de ces transformations, l'État aurait connu une phase d'expansion continue, ce qui l'aurait mené à être profondément coûteux, lourd et inefficace.

La dernière révolution, celle des Milton Friedman, Friedrich Hayek ou Margaret Thatcher dans les années 1970-80 – bref, ce que l'on pourrait appeler la révolution néolibérale – allait, selon les auteurs de l'ouvrage, dans le bon sens, c'est-à-dire qu'elle cherchait à réduire la taille de l'État. Le problème, toujours selon Micklethwait et Wooldridge, serait qu'elle n'a pas été parachevée : l'État occidental, qui n'a depuis cessé d'augmenter ses dépenses et de grossir encore davantage, vivrait une crise majeure à cause de ses dépenses élevées liées aux services publics et aux prestations sociales dispensées par le secteur public. Si rien n'est fait, les États occidentaux seraient en voie d'être dépassés en productivité et en efficience par les États capitalistes autoritaires d'Asie. C'est pourquoi les auteurs en appellent à parachever rapidement la « quatrième révolution » de l'État, « un travail laissé inachevé [*unfinished business*] après la demi-révolution [néolibérale] des années 1980 »¹⁰, dans le but d'en réduire la taille, le tout à partir d'une approche ouvertement inspirée par le libéralisme économique et politique : « Notre point de départ est libéral : nous voulons que l'État soit plus petit et que les individus soient davantage libres »¹¹.

Une « révolution »¹² est ainsi dans l'air dont l'enjeu est de savoir ce que sera le « bon gouvernement »¹³ du XXI^e siècle et qui, de l'Asie ou de l'Ouest, produira un modèle d'État capable de composer avec la réduction des ressources, la compétition renouvelée entre les États-nations et la nécessité de « mieux faire les choses »¹⁴, c'est-à-dire de réduire les coûts des services publics. Les auteurs se montrent admiratifs envers certains pays d'Asie qui ont des États de petite taille. Par exemple, à Singapour, le secteur public ne représente que la moitié de la taille de celui des États-Unis¹⁵. La Chine forme elle-même son fonctionariat suivant le modèle de cette petite cité-État qui combine un développement économique capitaliste soutenu avec un régime antidémocratique et autoritaire.

À l'opposé, en Occident, les citoyennes et citoyens seraient habitués, depuis la Deuxième Guerre mondiale, à un État en expansion qui intervient dans de nombreux domaines de la vie sociale. Selon les auteurs, cette apparente stabilité fait oublier que le développement de l'Europe et de l'Amérique n'a pas été marqué par une lente continuité historique, mais s'est caractérisé par des changements institutionnels répétés et importants – les fameuses révolutions précédemment citées. Si l'État a

a Ce langage n'est pas sans rappeler celui de l'ancien ministre Raymond Bachand, qui avait, en 2010, qualifié de « révolution culturelle » son projet de remettre en question la gratuité des services publics pour en promouvoir la tarification. Voir François Desjardins, « Réflexion sur les tarifs – Une « révolution culturelle », selon Raymond Bachand », *Le Devoir*, 23 février 2010, www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/283666/reflexion-sur-les-tarifs-une-revolution-culturelle-selon-raymond-bachand

changé par le passé, il peut, et il doit, d'après les auteurs, encore changer. Cette fois, le changement ne mènera cependant pas à une extension du champ d'action de l'État mais à sa réduction. Le modèle qui les inspire est celui produit par la « seconde révolution » et représenté au mieux par l'État britannique de l'époque victorienne, c'est-à-dire l'État minimal et peu interventionniste mis de l'avant par des penseurs libéraux tels que John Stuart Mill. Selon les auteurs, il faudrait aujourd'hui revenir à cet État minimal de la période victorienne.

Les auteurs reconnaissent pourtant que la pensée de Mill a par la suite évolué dans la direction d'un socialisme libéral dans la seconde moitié du XIX^e siècle. D'abord intéressé par la défense de la liberté individuelle contre toute tyrannie, Mill en vient éventuellement à se demander : « À quoi sert la liberté pour un travailleur qui n'a ni éducation ni accès à des soins de santé ? »¹⁶. Ce genre de réflexion conduira à la troisième révolution de l'État qui créera l'État social moderne que nous connaissons toujours aujourd'hui, avec ses services publics et programmes sociaux. Or, les réflexions du « vieux » Mill intéressent moins les auteurs que la défense de la liberté individuelle que l'on trouve chez le « jeune » Mill.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'État social (auquel conduit la pensée « socialiste » du « vieux » Mill) aurait été en expansion continue, exception faite de l'action des néolibéraux (Thatcher, Reagan, Friedman, Hayek, etc.) qui ont tenté, dans les années 1970-80, d'en réduire la taille. Cette « demi-révolution »¹⁷ reprenait le motif de la deuxième révolution libérale des XVIII^e et XIX^e siècles et de l'État minimal victorien, mais Micklethwait et Wooldridge se désolent qu'elle n'ait pas été menée à terme et se soit avérée au final incapable d'empêcher la croissance de la taille et des dépenses de l'État.

DÉGONFLER L'ÉTAT SOCIAL

Selon les auteurs, l'État social, en concédant au fil du temps de plus en plus de droits et d'avantages sociaux, en serait venu à un état « d'enflure [*bloat*] »¹⁸ jusqu'à devenir une « nounou omniprésente »¹⁹ dans tous les aspects de la vie. Par exemple, aux États-Unis, les dépenses gouvernementales en proportion du PIB sont, selon les auteurs, passées de 7,5 % du PIB en 1913 à 41 % en 2011. Cette expansion de la taille de l'État s'est poursuivie, tant sous des gouvernements de gauche que de droite. L'État devient ainsi trop gros, trop coûteux (augmentation des dépenses liées à un contexte d'endettement public et le vieillissement de la population), et serait également plombé par la corruption. Trois « solutions » s'offriraient maintenant aux gouvernements pour sortir de l'impasse :

1. Supprimer des services publics et des prestations sociales;
2. Augmenter les taxes et impôts « à des niveaux extraordinaires »²⁰;
3. Aller d'une crise à l'autre en pelletant le problème en avant.

Les auteurs estiment que les États emprunteront la première voie, et les services ou prestations retirés à la population risquent d'être beaucoup plus élevés que ce à quoi pourraient s'attendre les populations²¹. L'ère de l'État compris comme un « buffet à volonté [*all you can eat*] »²² serait terminée. Les auteurs donnent l'exemple de la ville californienne de San Bernardino où, en 2012, l'avocat de la municipalité avait conseillé aux citoyens et citoyennes de « verrouiller leurs portes et de charger leurs armes à feu » parce que la ville en faillite n'arrivait plus à financer adéquatement le service de police²³.

Une autre source de pression sur L'État viendrait des contribuables, qui souhaiteraient davantage de services, mais voudraient payer moins de taxes et impôts, une position qui les placerait d'emblée en porte-à-faux avec les revendications des syndicats du secteur public qui voudraient « préserver leurs privilèges »²⁴. Les auteurs évoquent par exemple l'augmentation éventuelle de l'âge de la retraite, déjà passé au Canada de 65 à 67 ans, à 70 ans. Ce n'est pas la seule mesure qu'évoquent les auteurs pour éviter « l'échec » (*failure*) de l'État occidental : l'application de « techniques de production de masse à des hôpitaux »²⁵ (comme cela se fait notamment en Inde) représenterait par exemple le futur des soins de santé. Globalement, l'universalité des services publics devra être remise en question et les services orientés uniquement vers les plus pauvres, comme c'est le cas à Singapour, puisque les autres citoyennes et citoyens sont vus comme étant capables de se prendre en charge par eux-mêmes.

L'importation de techniques de gestion inspirées de la gouvernance des entreprises privées dans le secteur public et l'utilisation de la technologie permettant la collecte et l'analyse de données massives (le « *Big Data* »²⁶) seraient autant de moyens d'augmenter la productivité en s'inspirant des « meilleures pratiques » exactement comme les entreprises « ont appris de la méthode de production Toyota^a dans les années 1980 »²⁷. L'internet permettrait par exemple d'économiser en éducation en donnant des cours en ligne plutôt que dans des campus coûteux. L'objectif général est d'augmenter « l'efficience » et la bonne

a Déjà, au Québec, comme ailleurs dans le monde, il est de plus en plus question de rationaliser la gouvernance des services de santé au moyen de la méthode « LEAN ». Voir Guillaume Hébert, « La gouvernance en santé au Québec », *Note socio-économique*, IRIS, 18 février 2014, <http://iris-recherche.qc.ca/publications/gouvernance-sante>

gestion du gouvernement, ce qui suppose pour les auteurs d'affronter les « droits acquis »²⁸ des syndicats qui font office, pour eux, de sable dans l'engrenage.

Pour Hobbes, l'État devait fournir la sécurité. Pour Mill, il devait garantir la liberté. Pour les sociaux-démocrates, il devait garantir le bien-être. Il s'agirait maintenant de savoir ce qui est attendu de la part du gouvernement du XXI^e siècle dans les sociétés occidentales. Pour Micklethwait et Wooldridge, la réponse s'articule à partir du libéralisme classique et de la défense de la liberté individuelle : « En général, nous favorisons un État plus petit [...]. Laisse à lui-même, il prendra de l'expansion à l'infini. [...] Plus le Léviathan assume de responsabilités, moins il offre un bon rendement, et plus les gens sont en colère, ce qui les conduit à demander encore plus d'aide de l'État. C'est le cercle vicieux de la politique progressiste »²⁹.

LES MESURES PROPOSÉES

Selon les auteurs, aux XVI^e et XVII^e siècles, l'enjeu principal était de consolider la puissance de la souveraineté nationale contre les idées concurrentes du pouvoir impérial ou papal. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, la révolution libérale insiste sur la liberté, la démocratie et les droits de l'individu. Au XX^e siècle, c'est le bien-être (*welfare*) des individus qui servira d'orientation pour le développement de l'État. Prenant acte des difficultés budgétaires des États, la nouvelle révolution néolibérale, elle, préconise un retour, libéral et pragmatique, à la défense de la liberté individuelle et à l'État-gendarme (*night-watchman state*) de la période victorienne s'appuyant sur la nouvelle technologie pour accomplir son mouvement de rationalisation « efficace »³⁰. La liberté de l'individu est définie, en termes classiquement libéraux, comme l'absence d'interférence de la part d'autrui dans le mouvement de la personne. À l'opposé, la gauche et ses idées progressistes auraient pour conséquence de concéder toujours plus d'avantages coûteux à des groupes d'intérêts. L'État serait maintenant devenu si insolvable qu'il faudrait « vendre les bijoux de l'argenterie de la famille »³¹, c'est-à-dire des pans entiers de l'État.

Le chapitre 7 de l'ouvrage, judicieusement intitulé « *Winds of change* »^a, donne un échantillon de ce que pourrait

nous réserver le futur en décrivant de nouvelles pratiques déjà mises en place de par le monde. Voici une liste schématique des mesures inspirées d'exemples internationaux que les auteurs suggèrent d'adopter parce qu'elles auraient contribué à réduire les coûts et la taille de l'État. En voici une liste non exhaustive, mais qui donne déjà un aperçu de la « thérapie de choc » (Naomi Klein) dont l'État aurait, selon les auteurs, absolument besoin pour sortir de ce qu'ils considèrent être son « immobilisme » coûteux :

État et police

1. Déléguer certains pouvoirs aux institutions qui pilotent la mondialisation et aux micro-pouvoirs de la société civile.
2. Étendre la logique de marché au secteur de l'État.
3. Mettre en place un « État intelligent » fondé sur l'informatique et la monnaie virtuelle.
4. Confier la politique fiscale à des commissions indépendantes.
5. Mettre en place des clauses crépusculaires (maximum de 10 ans) dans tout projet de loi afin d'éviter l'accumulation de mesures législatives périmées et coûteuses.
6. Utiliser la technologie informatique et des caméras de surveillance au sein de la police pour analyser la criminalité, prévoir les besoins et distribuer les effectifs dans les secteurs à plus haut risque et ainsi réduire les coûts.
7. Utiliser des drones et robots armés pour éventuellement remplacer les soldats.
8. Décomposer l'État en unités plus petites et plus innovatrices.
9. Instaurer de nouveaux systèmes de mesure et d'évaluation des performances des agences et des sous-traitants.
10. Réduire certaines subventions aux entreprises et de certains crédits d'impôts bénéficiant aux riches^b.
11. Abolir les subventions agricoles.
12. Développer le gaz de schiste (un revenu) sur les terres gouvernementales.
13. Cesser de subventionner la production de combustibles fossiles (une dépense).

a Allusion à la chanson « *Wind of change* » du groupe Scorpions : « Les paroles de la chanson [...] ont été inspirées par le Moscow Music Peace Festival de 1991, le premier festival de musique rock occidentale donné dans le bloc soviétique, en 1989, et auquel Scorpions participa. Elles célèbrent les changements politiques du début des années 1990 en Europe de l'Est, c'est-à-dire la chute du bloc communiste (ce qui mena par la suite à la disparition de l'URSS) ». Voir [http://fr.wikipedia.org/wiki/Wind_of_Change_\(chanson\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Wind_of_Change_(chanson)). Le clin d'œil des auteurs vise sans doute à signifier, comme en parallèle de

la libéralisation des anciens pays du bloc de l'Est, la « chute » de l'État social-démocrate et l'avènement d'une révolution néolibérale.

b En ce sens, les auteurs sont authentiquement libéraux : l'État doit subventionner le moins possible de gens, les individus étant ultimement responsables d'eux-mêmes. C'est ce qui explique cette double critique des subventions aux personnes les mieux nanties et des programmes sociaux utilisés majoritairement par les personnes les moins nanties : une volonté de déplacer la responsabilité vers l'individu.

Emploi, services publics et retraites

14. Mettre en place un système de « flexisécurité » et d'allocation conditionnelle (*workfare*) : flexibiliser ou faciliter la possibilité de congédier des employés ; privilégier l'actualisation des compétences à l'assurance-chômage ; protéger non pas les emplois, mais les travailleurs et travailleuses, en mettant en place des programmes de formation continue leur permettant de se recycler, réduire la possibilité pour une personne d'être reconnue inapte à travailler.
15. Verser toutes les prestations gouvernementales à l'aide d'un seul chèque illustrant combien chaque individu reçoit de la part de l'État (ce qui permet éventuellement d'imposer un plafond).
16. Réformer les régimes de retraite pour appliquer un modèle à cotisation déterminée.
17. Augmenter l'âge de la retraite à 67 ans, et peut-être éventuellement à 70 ou 75 ans.
18. Remettre en question la gratuité, l'universalité, l'égalité et l'uniformité des services publics au profit de programmes plus ciblés et restreints.
19. Abolir l'« emploi à vie » des fonctionnaires.
20. Valoriser l'innovation plutôt que la résistance au changement.
21. Privatiser des services publics (ex : poste, prisons, aéroports).
22. Instaurer la rémunération au rendement (*performance pay*).
23. Vendre des terrains ou des propriétés publics.

Organisation de l'entreprise

24. Remplacer les hiérarchies dans l'entreprise par des réseaux « fluides ».
25. Externaliser (*oustourcing*).
26. Décentraliser.
27. Mondialiser.
28. Technologiser.

Éducation

29. Augmenter les droits de scolarité universitaires.
30. Établir des écoles à charte (*charter schools* aux États-Unis, *free schools* en Angleterre), financées par le secteur public, mais administrées par le privé, ce qui permet de créer un « marché » foisonnant de « *start-ups* » dans le secteur de l'éducation^a.
31. Mettre en place les « bons d'éducation » inventés par Milton Friedman.
32. Permettre aux parents de compléter les bons gouvernementaux avec leurs propres ressources financières.

^a En Suède, selon les auteurs, 60 % des écoles indépendantes sont des entreprises à but lucratif. Voir la p. 171 de l'ouvrage.

33. Mettre en place des cours en ligne ouvert à tous et toutes (*massive online open courses* ou MOOC).
34. Corriger les examens à l'aide de robots. Introduire la pédagogie inversée et assistée par ordinateur.
35. Utiliser des classements pour dénoncer les établissements peu performants.

Santé

36. Créer des hôpitaux privés.
37. Introduire un ticket-modérateur.
38. Employer la méthode de gestion « Toyota ».^b
39. Assurer la transparence des données et statistiques budgétaires.
40. Utiliser les mégadonnées (*Big Data*) pour créer la « médecine personnalisée ».
41. Utiliser des classements pour dénoncer les établissements peu performants.
42. Utiliser des senseurs connectés à Internet pour réduire les visites chez le médecin.
43. Utiliser du matériel médical plus léger et à moins coûteux.
44. Transférer davantage de responsabilité au personnel non-médical, aux gadgets et à la technologie.

Restreindre et limiter la démocratie

Toutes ces réformes fonctionneront mieux, préviennent les auteurs, si elles ne sont pas appliquées à la pièce, mais plutôt intégrées à une « réingénierie générale » de l'État³². Les auteurs souhaitent que la « menace » du modèle de capitalisme autoritaire à l'asiatique puisse servir de repoussoir et convaincre la classe dirigeante et la population d'avoir le « courage » d'entreprendre la quatrième révolution néolibérale de l'État. L'alternative serait ainsi entre un État capitaliste efficace autoritaire et un État capitaliste efficace misant davantage sur la liberté individuelle et la libre entreprise. Dans tous les cas, l'État social du XX^e siècle est considéré comme obsolète et dépassé. La question la plus importante est de savoir si la conception actuelle de la démocratie permettra d'engager cette révolution.

Selon les auteurs, la démocratie actuelle est devenue un système clientéliste où la classe politique, dans le but d'obtenir des dons et d'être élue, accepte de distribuer des avantages à des groupes d'intérêts. Les individus voudraient recevoir sans cesse plus d'avantages de la part des gouvernements tout en payant moins d'impôts, ce qui augmenterait l'insolvabilité de l'État et le refus de considérer que des réformes s'avèreraient nécessaires et

^b Les auteurs présentent positivement l'idée d'organiser les hôpitaux comme « une compagnie aérienne à bas prix [*budget airline*] ». Voir p. 172.

urgentes. La démocratie ne serait ainsi peut-être pas en mesure de mettre en place les réformes nécessaires :

Il y a quelques décennies, les gens en Occident pensaient que la démocratie était [...] la meilleure forme de gouvernement. Aujourd'hui, beaucoup de gens ont des doutes. La démocratie, parce qu'elle répond, comme le disait déjà Platon, aux passions émotives des gens plutôt qu'à la raison, semble être responsable du problème de l'enflure de l'État. Les politiciens achètent leur siège avec l'argent des autres et les électeurs remettent à plus tard les décisions difficiles³³.

Les auteurs ne disent pas pour autant qu'il faille en finir avec la démocratie, mais bien que celle-ci doit être réformée en profondeur et revitalisée : « Certains des problèmes aux États-Unis proviennent du fait que sa démocratie est trop démocratique »³⁴. La souveraineté des États est affaiblie par le haut (la mondialisation) et par le bas (mouvements séparatistes, décentralisateurs, micro-pouvoirs citoyens, groupes de la société civile, etc.)³⁵. Selon Dani Rodrik, cité par les auteurs, les États-nations ne pourront pas en même temps sauver la démocratie, la souveraineté et leur place dans la mondialisation économique. Rodrik estime que pour conserver leur place dans la mondialisation, les nations feront d'importantes concessions sur le plan de la démocratie et de la souveraineté nationale. L'une des perspectives, celle qu'incarne le modèle asiatique, est une rechute dans l'autoritarisme des années 1920-1930. Déjà, en Europe, les décisions technocratiques de l'Union européenne ont réactivé le spectre d'un « populisme » que l'on croyait éteint depuis la Deuxième Guerre mondiale, comme en font foi les discours du Front national ou encore la remontée du nazisme (Aube dorée) en Grèce.

Plutôt que d'emprunter la voie de l'autoritarisme asiatique, les auteurs proposent plutôt de limiter la taille de l'État (« *the spirit of limited government* »³⁶) comme outil pour sauver la démocratie des problèmes qu'ils ont identifiés. Le gouvernement devrait ainsi limiter les demandes des personnes gouvernées et apprendre à se limiter lui-même³⁷. Autrement le danger est que l'État continue son expansion, concède toujours plus d'avantages à des intérêts particuliers et continue de faire des promesses qu'il ne peut remplir³⁸. Les États doivent donc réduire leur taille, en acceptant notamment que certains pouvoirs soient récupérés par des instances qui leur sont supérieures (institutions de la mondialisation) ou inférieures (ONG, société civile, etc.). Plusieurs décisions pourraient être sous-traitées à des agences, des firmes externes ou autres tiers^a.

Par exemple, le contrôle de la politique fiscale ou les décisions concernant les fonds de retraite pourrait être remis entre les mains de commissions indépendantes afin de réduire les dépenses étatiques (et donc les prestations et services publics).

Globalement, il s'agit de mettre l'accent sur la liberté et les droits individuels plutôt que sur les droits collectifs, puis de réduire la taille de l'État. Ceci permettrait en retour à la démocratie de se contraindre elle-même dans ses dérives. Selon les auteurs, il faudra d'abord vaincre la résistance des syndicats, de la classe politique et des industriels subventionnés par le « capitalisme de copinage » (*crony capitalism*)³⁹. C'est en réinventant ainsi l'État que les pays occidentaux pourront, selon Micklethwait et Wooldridge, éviter de verser dans l'autoritarisme des partis uniques asiatiques sans pour autant chercher à conserver un État social qui, selon eux, n'est plus fonctionnel et constitue donc une chose du passé, appelée à être balayée par le mouvement nécessaire de l'histoire dont la « quatrième révolution » serait l'expression.

a Les auteurs reconnaissent que ceci entraîne le risque de la monopolisation du pouvoir de décision par les experts et expertes (technologie), risque qui peut être réduit, selon eux, en limitant le

recours à l'externalisation (*outsourcing*) pour des décisions ciblées.

Remarques critiques

La mécanique de la rhétorique de Micklethwait et Wooldridge est implacable. L'État occidental serait devenu inefficace, les pays asiatiques auraient développé un modèle d'État capitaliste-autoritaire qui serait en voie de dépasser la performance des États de l'Ouest; il faudrait donc parachever la révolution néolibérale des années 1980 en revenant à la conception de l'État gendarme du libéralisme de l'époque victorienne, en adaptant celui-ci à la mondialisation grâce aux nouvelles technologies. Cela exigerait notamment de limiter les revendications des citoyens, des citoyennes et des groupes dans une démocratie devenue « trop démocratique ». Cette « quatrième révolution » néolibérale serait la seule solution pour sauver les États et les démocraties occidentales autrement prêtes à ployer sous le poids de leurs contradictions, l'autre solution étant de voguer de crise en crise jusqu'à la crise finale.

Les pressions qui obligerait l'État à changer relèvent du scénario habituel, présenté comme une fatalité indiscutable par les tenants de l'approche néolibérale : dette publique surélevée, vieillissement de la population et choc démographique causant une explosion des dépenses en santé, impossibilité d'augmenter les taxes et impôts pour garantir un « environnement fiscal » concurrentiel. Or, les prémisses de cet argumentaire peuvent être interrogées.

En effet, l'IRIS a produit de nombreuses études relativisant le problème de la dette⁴⁰ ou encore le prétendu choc démographique⁴¹. De plus, l'IRIS a montré que la prétendue crise des finances publiques au Québec (l'État n'aurait plus les moyens parce qu'il dépense trop) est en vaste partie causée par les pertes de revenus résultant de baisses d'impôts profitant aux personnes les mieux nanties⁴². Faute de remettre en question ces présupposés et l'analyse dramatique et fataliste qui en est tirée, la lectrice ou le lecteur se trouve vite enfermé dans la trappe argumentative de Micklethwait et Wooldridge.

On trouvera également, toujours sur le site de l'IRIS, nombre de publications démontrant que plusieurs des prétendues « solutions abordées » (privatisations, taylorisation de la santé, marchandisation de l'éducation, etc.) n'en sont pas et ont des conséquences socio-économiques négatives. Les auteurs ne reconnaissent pas non plus, comme nous l'avons vu d'emblée, que la réduction de la taille de l'État ne constitue pas une véritable stratégie de relance de l'économie, comme en fait foi l'échec des politiques d'austérité mises en place depuis la crise de 2007-2008, lesquelles n'ont fait qu'aggraver la dépression économique et augmenter les inégalités

socio-économiques. Selon l'OCDE, « l'accroissement des inégalités entre 1985 et 2005 a privé, en moyenne, les économies développées de 4,7 points de pourcentage de croissance cumulée entre 1990 et 2010 »⁴³. La cause de ces inégalités est aussi liée aux facteurs suivants :

les nouvelles technologies – qui profitent aux plus éduqués, particulièrement dans les domaines scientifique et informatique –, la mondialisation – qui a amené le démantèlement de millions d'emplois de la classe moyenne des pays riches vers les économies émergentes –, les besoins changeants de l'économie – qui ont notamment amené un plus grand recours aux travailleurs à statut précaire – et la déréglementation financière – qui a permis l'explosion des salaires des banquiers. On évoque aussi l'affaiblissement des syndicats et, par conséquent, la perte de rapport de force des travailleurs. Une récente étude du FMI attribue même à ce facteur la moitié de la hausse des inégalités entre 1980 et 2010⁴⁴.

Le résultat est que les inégalités socio-économiques n'ont jamais été aussi élevées, le 10 % des plus riches gagnant maintenant pratiquement 10 fois plus que les 10 % les plus pauvres, un rapport qui se situait à 7 pour 1 il y a trente ans :

« Nous avons atteint un point critique. Les inégalités dans les pays de l'OCDE n'ont jamais été aussi élevées depuis que nous les mesurons », a déclaré le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Angel Gurría, lors du dévoilement, jeudi, d'un rapport de plus de 300 pages sur le sujet. Le phénomène ne vient pas seulement miner l'idéal de justice et la cohésion sociale des pays, a-t-il fait valoir, il plombe aussi leurs perspectives économiques. « En ne s'attaquant pas au problème des inégalités, les gouvernements affaiblissent le tissu social dans leur pays et compromettent leur croissance économique à long terme. »⁴⁵

Plus étonnante encore est l'absence totale de réflexion sur les contradictions économiques du capitalisme avancé. Il est certes intéressant que des auteurs issus d'un magazine économique – *The Economist* – choisissent de consacrer un ouvrage à des questions relevant davantage de préoccupations institutionnelles (politiques économiques mises en place par les gouvernements, type d'État à privilégier, etc.). Il est cependant pour le moins étonnant que la discussion sur le capitalisme autoritaire asiatique et sur la crise de la social-démocratie en Occident s'en tienne exclusivement à la sphère de la redistribution sans qu'aucune discussion sur la sphère de la production économique n'intervienne. Or, personne ne contredira que

la capacité d'un État à prélever des revenus et à redistribuer des richesses est fonction de ladite production de « richesse »^a elle-même.

L'absence de discussion sur cette question est d'autant plus étonnante que cela conduit à présenter la « révolution » néolibérale de l'État uniquement sous l'angle d'une solution à la prétendue crise des finances publiques, alors que la réingénierie constitue elle-même une composante importante de la soi-disant stratégie de relance de la croissance économique et la nouvelle stratégie d'accumulation du capital mise de l'avant par les institutions internationales de la mondialisation et les élites économiques. C'est parce qu'ils croient que réduire la taille du secteur public au bénéfice d'une place plus grande accordée à l'initiative des individus et des entreprises privées pourra redynamiser une croissance économique, par ailleurs endémique depuis 2008, que les néolibéraux préconisent cette voie (et non seulement pour réparer les prétendus excès dépensiers de l'après-guerre et des « Trente Glorieuses »).

Or, comme l'a montré le professeur, économiste et chercheur-associé à l'IRIS Éric Pineault⁴⁶, c'est oublier qu'une grande part de la croissance suppose l'intervention de l'État qui agit comme multiplicateur de la richesse. Les mesures actuelles ne permettent pas de relancer la croissance. Même l'OCDE le reconnaît, en appelant non pas à une réduction des dépenses de l'État, mais à des investissements massifs : « L'OCDE a nettement abaissé [...] ses prévisions de croissance mondiale pour 2015 et 2016, sur fond notamment de contraction aux États-Unis et de ralentissement en Chine, et appelé à accroître les investissements pour stimuler l'économie mondiale »⁴⁷. En somme, cette stratégie de relance qui ne s'avoue pas ne permet pas de relancer la croissance, et ne fait qu'aggraver le problème des inégalités.

En outre, et de manière plus importante, il faut se demander si la possibilité d'une relance de la croissance est réaliste ou si le capitalisme avancé n'est pas caractérisé par une crise de « dévalorisation »⁴⁸ qui rendrait impossible toute véritable reprise. La mutation de l'État qui est proposée dans *The Fourth Revolution*, et qui inspire le premier ministre Philippe Couillard, a beau être présentée comme un retour au libéralisme classique de John Stuart Mill, il n'en est rien : il s'agit d'un agenda proprement

néolibéral. Comme le disent Pierre Dardot et Christian Laval dans *La nouvelle raison du monde* :

le néolibéralisme n'est ni un retour au libéralisme classique ni la restauration d'un capitalisme « pur ». Commettre ce contresens, c'est ne pas comprendre ce qu'il y a précisément de nouveau dans le néolibéralisme : loin de voir dans le marché une donnée naturelle qui limiterait l'action de l'État, il se fixe pour objectif de construire le marché et de faire de l'entreprise le modèle du gouvernement des sujets⁴⁹.

En réformant l'État pour y injecter de la concurrence de marché, en l'utilisant pour former des individus rompus à la culture entrepreneuriale, le néolibéralisme suppose que cela permettra de gagner en efficacité et en rationalité contre l'ancien modèle de planification économique centralisée propre au mode de production fordiste. Cette stratégie, appuyée notamment sur les thèses de Friedrich Hayek, suppose que la croissance puisse être relancée par la transformation de toute la société, au moyen de l'État, en gigantesque entreprise à ciel ouvert, où le marché est réputé être la forme la plus efficace d'organisation de tous les secteurs de la société. On suppose que cette rationalisation en vue de l'efficacité et des gains de productivité puisse pallier les ratés et le plafonnement de la croissance, elle-même de plus en plus dépendante du capital fictif et de la finance. Or, cette financiarisation de l'économie la rend de plus en plus volatile et instable, selon le FMI : « Lorsque le secteur financier grandit trop rapidement, il devient très souvent source de crises et d'instabilité »⁵⁰.

Or, personne n'a démontré que cette réingénierie puisse sauver le capitalisme de sa crise de valorisation^b. Cependant, les impacts socio-économiques qui découlent de l'entêtement idéologique à emprunter cette voie sont palpables. Mais il est bien possible que, dans les faits, s'il s'avère que le système de la croissance se soit enrhyé, la proposition d'une réingénierie de l'État tienne davantage, suivant le concept mis de l'avant par David Harvey, d'une forme « d'accumulation par dépossession » :

La suppression des droits communs conquis par de longues années de luttes de classe acharnées (comme la protection sociale, la santé publique, les retraites) et leur retour au domaine privé a constitué une forme politique de dépossession la plus agressive menée au

a Il serait plus judicieux d'employer le terme « valeur » pour bien marquer la différence entre la richesse réelle et la valeur abstraite (par exemple : les comptes de banques peuvent être remplis de « valeur » dont la condition est par ailleurs la destruction de la « richesse réelle » que constitue un écosystème). Sur ces distinctions, voir Eric Martin et Maxime Ouellet, *La tyrannie de la valeur*, Écosociété, 2014.

b Selon Lohoff et Trenkle, le système capitaliste connaît un essoufflement ou plafonnement marqué par la contradiction interne suivante : les niveaux de productivité inégaux en raison du progrès technique et de l'automatisation, permettant de produire une grande quantité de marchandise, causent par ailleurs une crise de la capacité à produire de la valeur. Ainsi, malgré la performance croissante du système, il lui serait de plus en plus difficile de produire de la valeur. Sur ces questions, voir le courant de la « critique de la valeur », notamment Martin et Ouellet, *Tyrannie de la valeur*, *op. cit.*

nom de l'orthodoxie néolibérale. Cette « accumulation par dépossession » est une condition de survie du capitalisme⁵¹.

La privatisation d'actifs autrefois publics et le transfert de propriété vers le secteur privé peuvent être resitués plus largement dans le cadre d'un mouvement de privatisation du commun (*commons*) piloté par les élites au détriment des populations. Comme le relève Slavoj Žižek, cette privatisation du commun, autant de la nature ou de la vie que de la culture ou des institutions sociales, suppose que le mariage autrefois évident entre démocratie et capitalisme soit en train de s'effriter. Voilà qui explique la critique de la démocratie qui apparaît chez Micklethwait et Wooldridge, de même que le climat général dit « austéritaire » actuel, c'est-à-dire que « ce que nous voyons de plus en plus aujourd'hui est un capitalisme qui est brutalement efficace mais n'a plus besoin de la démocratie pour son fonctionnement »⁵². L'avènement d'une ère marquée par l'accroissement des inégalités sociales, ce que Jürgen Habermas appelle la « dé-démocratisation »⁵³, est un phénomène qui se confirme dans le modèle d'État asiatique autant que dans la redéfinition soi-disant inévitable de l'État occidental vers l'État minimal *sans que les populations puissent y opposer quelque autre idée ou projet*.

L'ouvrage de Micklethwait et Wooldridge jette un nouvel éclairage sur des événements survenus récemment au Québec. Ils peuvent apparaître comme autant de manifestations singulières et éparées, mais prennent une toute autre coloration lorsqu'on les resitue au sein d'une logique plus générale de dé-démocratisation. Par exemple, à l'occasion d'un débat sur la réforme du mode de scrutin, le premier ministre Couillard a déjà fait valoir que la stabilité et la capacité d'action des gouvernements étaient plus importantes que l'approfondissement de la démocratie :

Parmi les avantages du système qui nous régit aujourd'hui se trouve la stabilité du gouvernement pendant un mandat complexe, ce qui est absolument nécessaire pour mettre en place des choses importantes [...] L'instabilité et la recherche constante de compromis peuvent apparaître une bonne idée, mais, lorsqu'on est en marche vers le rétablissement essentiel de l'équilibre budgétaire, le contrôle de la dette, la revue des programmes, il est clair que ça peut amener des décisions importantes à ne jamais être prises⁵⁴.

Le journaliste qui couvrait l'événement y a vu un désir d'imposer des objectifs politiques en neutralisant le débat démocratique :

Les libéraux ne voient pas pourquoi on remettrait en question un mode de scrutin qui fonctionne bien. Qui plus est, Philippe Couillard croit qu'une meilleure représentativité électorale qui renforcerait les partis d'opposition nuirait au grand dessein qu'il a conçu pour le Québec. Les visées

d'une élite éclairée peuvent souffrir d'une démocratie débridée qui imposerait une futile « recherche constante de compromis ». Entre la démocratie et la stabilité, le premier ministre a choisi⁵⁵.

La fin des élections scolaires survient en même temps que les « compressions budgétaires ont été imposées aux commissions scolaires, entraînant des suppressions de postes et des réductions de services »⁵⁶. Dans le secteur de la santé, un deuxième président du conseil d'administration du CHUM a démissionné en 5 mois, critiquant la perte de pouvoir dans les conseils d'administration, la concentration du pouvoir vers le haut et l'« ingérence » du ministre de la Santé, un problème qui ne se limiterait pas au CHUM :

Dans sa lettre de désistement, envoyée au ministre le 30 juillet, Jean-Claude Deschênes élargit le problème à l'ensemble du réseau, accusant le ministre d'avoir « siphonné vers le haut et vidé de sens » les responsabilités des conseils d'administration par une série de mesures qui ont été mises en place depuis la réforme en avril. Il compare cette situation à « une mise sous tutelle » de l'ensemble des établissements de santé du Québec. « Je dirais simplement que ça fait l'affaire [du ministre] qu'il n'y ait pas de conseil d'administration pendant cette période, parce que le pouvoir est direct. [...] On est en train de faire disparaître les CA, on en prouve l'inutilité en ce moment, ça fait quatre mois qu'on marche sans eux. Mais tout est occulté et tout est imposé et, possiblement, politisé. »⁵⁷

Le déficit démocratique et la concentration verticale du pouvoir sont aussi décriés dans le secteur de l'éducation, comme l'a relevé le professeur émérite de sociologie de l'Université de Montréal, Guy Rocher :

Le ministre Blais est un philosophe, professeur de philosophie. Au fil de ses déclarations et de ses comportements, sa philosophie politique se révèle. Elle est essentiellement inspirée par une conception autoritariste et punitive du pouvoir politique. On voit bien qu'il conçoit l'autorité à la manière ancienne, descendant du haut – où règne la vérité – vers le bas – où doit se trouver l'obéissance –, et en exigeant des échelons intermédiaires du pouvoir (recteurs, directeurs de cégep, commissions scolaires) le même autoritarisme. Une culture de l'autoritarisme bureaucratique s'est installée au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – comme au ministère de la Santé. Et l'esprit qui anime cette culture est vivement punitif : « exclure deux ou trois étudiants par jour », punir les étudiants grévistes, punir les professeurs grévistes, punir les commissions scolaires. Il faut prendre acte du fait que c'est cette philosophie politique qui sévit au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, avec laquelle il faudra vivre et si possible négocier, et dont il faudra subir les conséquences⁵⁸.

On pense aussi à l'abolition des structures de développement régional, comme les conférences régionales des élus (CRE) et les centres locaux de développement (CLD), critiquée même par les militants et militantes des associations libérales en région⁵⁹. Le Conseil du patronat du Québec a aussi poussé « le gouvernement à réallouer une partie des budgets actuellement consacrés au maintien des municipalités dévitalisées vers des mesures facilitant la relocalisation des ménages qui y habitent », présentant cet « exode rural » comme « quelque chose de normal, pas [comme] un mal contre lequel il faut nécessairement lutter à tout prix »⁶⁰. Il faut donc comprendre que si le gouvernement central considère qu'une région n'est pas viable économiquement, il doit déplacer les populations ailleurs et que celles-ci ne doivent pas résister ou contester cette déportation. Il s'agit encore d'une énième démonstration que la volonté des citoyens et citoyennes, qui devrait pourtant être au cœur du projet démocratique, pèse bien peu lourd dans la nouvelle logique austéritaire.

Le mouvement de privatisation autoritaire du commun proposé dans *The Fourth Revolution* soulève également la question écologique, comme en fait foi la proposition de Micklethwait et Wooldridge d'exploiter les gaz de schiste, problématique bien présente dans le Québec contemporain. Cela laisse entier le problème écologique causé par le productivisme et la contrainte à la croissance inhérents au mode de production fordiste, qui a dominé la période social-démocrate, et à l'idéologie actuelle du « développement durable », qui se refuse à discuter de décroissance⁶¹. Autrement dit, il faut se demander si la poursuite de la croissance économique infinie est possible et souhaitable sur une planète finie, une question qui trouve aisément sa propre réponse.

En somme, la quatrième révolution, dans une période de crise et de dépression économique soutenue, relève davantage d'un processus répétant le processus d'accumulation primitive^a à l'origine du capitalisme, où ce qui était chose commune est appelé à devenir possession privée. Si ce projet peut servir les intérêts d'une minorité possédante, on ne voit pas en quoi il permet de répondre aux besoins socio-économiques réels des populations, ni de répondre aux problèmes engendrés par les inégalités montantes, les prétentions infinies de la logique de croissance et ses impacts écologiques critiques.

Il faut cependant reconnaître un mérite à l'ouvrage de Micklethwait et Wooldridge : il montre que le débat déborde l'économie au sens strict pour englober également des questions de *politique économique*, c'est-à-dire relatives au type d'intervention économique et au type d'État qui devra être mise en place dans l'avenir. Le capitalisme autoritaire asiatique et la résurgence inquiétante de populismes en Europe servent de repoussoir pour imposer un programme visant un État néolibéral dont la mise en place semble, selon les auteurs, échapper à toute discussion et même exiger des restrictions à la démocratie. Le débat est ainsi cadré sous la forme d'un faux-dilemme sophistiqué entre autoritarisme asiatique et austéritarisme libéral. Il manque une autre option sur ce que pourrait être un État du XXI^e siècle capable de prendre en charge les préoccupations sociales et écologiques.

Depuis plusieurs années, les mouvements syndicaux s'en tiennent à la défense des acquis. Les mouvements sociaux altermondialistes ou étudiants réclament un monde horizontal où règnerait la démocratie directe. Les défenseurs du renouveau de la social-démocratie pensent qu'il est possible de rebâtir une « gauche efficace » et un capitalisme à visage humain. Dans tout cela, il demeure un point aveugle : la capacité de penser positivement de nouvelles institutions politiques, par-delà la répétition nostalgique ou revampée (« 2.0 ») de l'État-providence, capables de dépasser la croissance, les problèmes écologiques, les inégalités sociales et les crises répétées qui résultent des contradictions intrinsèques à la logique du système capitaliste avancé. Reste donc à ouvrir un questionnement sur le type d'État ou d'institution politique qui sera en mesure de répondre aux contradictions actuelles et aux problèmes du siècle qui s'ouvre.

a Karl Marx nommait « accumulation primitive » le processus d'appropriation violente par lequel la bourgeoisie a réussi à constituer son capital avant la révolution industrielle, notamment à travers l'expropriation des paysans. Selon Marx, l'origine du capital est à trouver dans un mouvement de dépossession organisée.

Notes de fin de document

- 1 Paul KRUGMAN, « The case for cuts was a lie. Why does Britain still believe it? The austerity delusion », *The Guardian*, 29 avril 2015, www.theguardian.com/business/ng-interactive/2015/apr/29/the-austerity-delusion.
- 2 Brad PLUMMER, « IMF: Austerity is much worse for the economy than we thought », *The Washington Post*, 2 octobre 2012, www.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/wp/2012/10/12/imf-austerity-is-much-worse-for-the-economy-than-we-thought/.
- 3 KRUGMAN, *op. cit.*
- 4 Joseph STIGLITZ, « L'austérité a échoué », *La Presse*, 30 septembre 2014, www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201409/29/01-4804704-lausterite-a-echoue.php
- 5 KRUGMAN, *op. cit.*
- 6 Robert DUTRISAC, « Coiteux annonce "l'État du XXI^e siècle" », *Le Devoir*, 26 novembre 2014, www.ledevoir.com/politique/quebec/424971/coiteux-annonce-l-etat-du-xxie-siecle
- 7 Antoine ROBITAILLE, « Repenser l'État du Québec. La bible de Couillard ? », *Le Devoir*, 6 octobre 2014, www.ledevoir.com/politique/quebec/420321/repenser-l-etat-du-quebec-la-bible-de-couillard.
- 8 Benoit LÉVESQUE, « L'inspiration de Philippe Couillard », *Le Devoir*, 12 mars 2015, www.ledevoir.com/politique/quebec/434119/l-inspiration-de-philippe-couillard.
- 9 Suivant le résumé dans ROBITAILLE, *ibid.*
- 10 Fourth revolution, *op. cit.*, p. 234.
- 11 *Ibid.*, p. 232.
- 12 *Ibid.*, p. 4.
- 13 *Ibid.*
- 14 *Ibid.*, p. 5.
- 15 *Ibid.*, p. 4.
- 16 *Ibid.*, p. 7.
- 17 *Ibid.*, p. 8.
- 18 *Ibid.*, p. 9.
- 19 *Ibid.*
- 20 *Ibid.*, p. 15.
- 21 *Ibid.*, p. 16.
- 22 *Ibid.*, p. 21.
- 23 Juan FERNANDEZ, « City Attorney Tells San Bernardino Residents To 'Lock Their Doors,' 'Load Their Guns' Because Of Police Downsizing », *CBS Los Angeles*, 30 novembre 2012, <http://losangeles.cbslocal.com/2012/11/30/city-attorney-tells-san-bernardino-residents-to-lock-their-doors-load-their-guns-because-of-police-downsizing/>
- 24 Fourth revolution, *op. cit.*, p. 16.
- 25 *Ibid.*, p. 17.
- 26 Voir Maxime OUELLET *et al.*, « "Big Data", gouvernance et surveillance », *Cahiers du CRICIS*, 2014, www.cricis.uqam.ca/IMG/pdf/CRICIS_CAHIERS_2014-1.pdf
- 27 *Ibid.*, p. 19.
- 28 *Ibid.*, p. 20.
- 29 *Ibid.*, p. 21-22.
- 30 *Ibid.*, p. 221-222.
- 31 *Ibid.*, p. 221-234.
- 32 *Ibid.*, p. 246.
- 33 *Ibid.*, p. 247.
- 34 *Ibid.*, p. 245.
- 35 *Ibid.*, p. 260.
- 36 *Ibid.*, p. 264.
- 37 *Ibid.*, p. 265.
- 38 *Ibid.*
- 39 *Ibid.*, p. 269.
- 40 Voir Francis FORTIER et Simon TREMBLAY-PEPIN, « État de la dette 2014 », brochure, *IRIS*, 25 novembre 2014, 36 p., <http://iris-recherche.qc.ca/publications/dette2014>.
- 41 Voir Francis FORTIER et Guillaume HÉBERT, « Quels sont les impacts du vieillissement de la population ? », note sociéconomique, *IRIS*, 14 avril 2015. <http://iris-recherche.qc.ca/publications/veillessement>.
- 42 Voir Philippe HURTEAU, La « crise » des finances publiques, note socio-économiques, *IRIS*, 18 mars 2008, 8 p., <http://iris-recherche.qc.ca/publications/la-crise-des-finances-publiques>.
- 43 Eric DESROSIERS, « Redistribuer la richesse pour en créer », *Le Devoir*, 23 mai 2015, www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/440831/perspectives-redistribuer-la-richeesse-pour-en-creer.
- 44 *Ibid.*
- 45 *Id.*, « Les inégalités appauvrissent l'économie. Nous avons atteint un point critique, note l'OCDE », *Le Devoir*, 22 mai 2015, www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/440723/les-inegalites-appauvrissent-l-economie.
- 46 Voir TACAESTric, « L'austérité expliquée par Éric Pineault », 5 novembre 2014, www.youtube.com/watch?v=Zzh7fE_vjgw
- 47 Eleonore DERMY, « L'OCDE appelle à plus d'investissements pour stimuler l'économie mondiale », *Le Devoir*, 4 juin 2015. www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/441785/la-croissance-mondiale-aussi-est-en-berne-l-ocde-appelle-a-plus-d-investissements-pour-stimuler-l-economie-mondiale

- 48 Voir Ernst Lohoff et Norbert Trenkle, *La grande dévalorisation*, Post éditions, 21 mai 2014.
- 49 Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2010, www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-La_nouvelle_raison_du_monde-9782707165022.html
- 50 Gérard BÉRUBÉ, « Trop de finance nuit à l'économie, prévient le FML. » Lorsque le secteur financier grandit trop rapidement, il devient très souvent source de crises et d'instabilité », *Le Devoir*, 13 mai 2015, www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/439906/trop-de-finance-nuit-a-l-economie-previent-le-fmi.
- 51 David HARVEY, *Spaces of global capitalism*, Londres, Verso, 2006, p. 45. Cité sur <http://danielbensaid.org/Accumulation-par-depossession,956>.
- 52 Slavoj ŽIŽEK, « Democracy and Capitalism Are Destined to Split Up », Big Think, janvier 2015, <http://bigthink.com/videos/slavoj-zizek-on-capitalism-and-the-commons>.
- 53 Philip OLTERMANN, « Jürgen Habermas's verdict on the EU/ Greece debt deal – full transcript », *The Guardian*, 16 juillet 2015, www.theguardian.com/commentisfree/2015/jul/16/jurgen-habermas-eu-greece-debt-deal
- 54 Robert DUTRISAC, « Réforme du mode de scrutin. Choisir entre démocratie et stabilité », *Le Devoir*, 2 mai 2015. www.ledevoir.com/politique/quebec/438999/reforme-du-mode-de-scrutin-choisir-entre-democratie-et-stabilite.
- 55 *Ibid.*
- 56 Lia LÉVESQUE, « Blais confirme la fin des élections scolaires au Québec », *Le Soleil*, 29 mai 2015, www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201505/29/01-4873623-blais-confirme-la-fin-des-elections-scolaires-au-quebec.php.
- 57 Jessica NADEAU, « CHUM : Barrette continuerait à s'ingérer », *Le Devoir*, 7 août 2015, www.ledevoir.com/societe/sante/447021/chum-barrette-continuerait-a-s-ingerer
- 58 Guy ROCHER, « Quelle philosophie inspire le ministre Blais ? », *Le Devoir*, 6 mai 2015, www.ledevoir.com/non-classe/439218/quelle-philosophie-inspire-le-ministre-blais
- 59 Jean Marc SALVET, « Abolition des CLD et des CRE : des militants libéraux en colère », *Le Soleil*, 6 novembre 2014, www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201411/05/01-4816281-abolition-des-cld-et-des-cre-des-militants-liberaux-en-colere.php
- 60 Charles LECAVALIER, « Le conseil du patronat veut favoriser l'exode rural », *Journal de Montréal*, vendredi 30 janvier 2015, www.journaldemontreal.com/2015/01/30/le-conseil-du-patronat-veut-fermer-les-regions-pauvres
- 61 Voir Yves-Marie ABRAHAM, Louis MARION et Hervé PHILIPPE, *Décroissance versus développement durable. Débats pour la suite du monde*, Écosociété, 2011.